

## Affaires courantes

a) Nom	b) i) Déplacement	ii) Hébergement	iii) Autres Coûts
M. Steve Dover, Adjoint spécial, Douanes et Accise.	3 234,72 \$	84,42 \$	82,71 \$
M. Vic Little, Chef de Cabinet.	3 234,72 \$	84,42 \$	58,80 \$

LA STRAIT OF CANSO INDUSTRIAL DEVELOPMENT  
AUTHORITY (SCIDA) ET M. LAWRENCE O'NEIL

## Question n° 371—M. LeBlanc:

La *Strait of Canso Industrial Development Authority* (SCIDA) a-t-elle embauché M. Lawrence O'Neil à titre de lobbyiste et, dans l'affirmative, a) par qui celui-ci était-il payé, b) combien était-il payé, c) avec qui s'est-il mis en rapport (i) quel jour, (ii) à quelle fin?

**L'hon. Elmer MacIntosh MacKay (ministre des Travaux publics et ministre chargé de l'application de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique):** La *Strait of Canso Industrial Development Authority* (SCIDA) a embauché M. Lawrence O'Neil par l'entremise de sa firme d'avocat à titre d'avocat et conseiller juridique. Il n'a pas été embauché à titre de lobbyiste.

## LES RÉGIMES ENREGISTRÉS D'ÉPARGNE-RETRAITE

## Question n° 386—M. Nunziata:

Au cours de l'année a) 1987, b) 1988, c) 1989, (i) combien de Canadiens ont cotisé à un régime enregistré d'épargne-retraite, (ii) combien de Canadiens ont encaissé la totalité ou une partie des sommes qu'ils avaient versées dans leur régime enregistré d'épargne-retraite et à combien se chiffraient ces retraits, (iii) combien ces cotisations à un régime enregistré d'épargne-retraite ont-elles coûté au Trésor fédéral en impôt reporté?

**L'hon. Otto John Jelinek (ministre du Revenu national):** (a)(b)(c) (i) (ii)

Année fiscale	1987		1988	
	Nombre	Montant (000)	Nombre	Montant (000)
Contributions REER	3 483 648	9 024 444 \$	3 802 255	10 599 878 \$
REER—Retraits / Désenregistrements	428 821	1 922 510 \$	508 074	2 556 916 \$

Les données finales pour l'année d'imposition 1989 ne sont pas encore disponibles.

(a)(b)(c) (iii)

Le ministère des finances a établi à environ 6 milliards de dollars le coût pour le Trésor public résultant de cotisations aux régimes enregistrés de pension ainsi qu'aux régimes enregistrés d'épargne-retraite pour l'année d'imposition 1989. Ce montant fut déterminé par projection de données d'années antérieures obtenues lors d'une étude entreprise par le ministère des finances en 1985 sur le coût de l'aide à l'épargne-retraite. Le coût des impôts

différés pour les régimes d'épargne-retraite seulement n'est pas disponible.

Référence: «Coût de mesures fiscales sélectives», Ministère des finances, août 1985.

[Traduction]

**Le président suppléant (M. Paproski):** On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire.

\* \* \*

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE  
DÉPÔT DE DOCUMENTS

**M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Monsieur le Président, si les questions n°s 397 et 405 pouvaient être transformées en ordres de dépôt de documents, ces documents seraient déposés immédiatement.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Plaît-il à la Chambre que les questions n°s 397 et 405 soient transformées en ordres de dépôt de documents?

**Des voix:** D'accord.

[Texte]

LE PROGRAMME D'APPLICATION DES TECHNOLOGIES DE  
POINTE DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER

## Question n° 397—M. MacDonald (Dartmouth):

Le gouvernement fédéral accorde-t-il des fonds en vertu du Programme d'application des technologies de pointe dans le secteur manufacturier et, dans l'affirmative, a) quels sont l'objectif et les critères d'admissibilité, b) quelles sociétés ont rempli les conditions requises, c) quelle est la répartition par (i) province, (ii) par année des fonds accordés en vertu de ce programme?

(Le document est déposé.)

## LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

## Question n° 405—M. Wappel:

D'ici au 31 décembre 1991, le gouvernement projette-t-il ou entend-il accorder une aide financière à a) la *Planned Parenthood Federation of Canada*, b) *Serena Canada* et, dans l'affirmative, (i) quand, (ii) à combien s'élevera-t-elle, (iii) sera-t-elle ponctuelle ou régulière, (iv) dans quel but l'accordera-t-il, (v) la versera-t-il sous forme de subvention ou de prêt (assorti de toutes les conditions nécessaires), (vi) à quel système de surveillance sera-t-elle assujettie?

(Le document est déposé.)